

Fiche pratique 1 : le signalement

Définition

Dans le cadre de la protection de l'enfance, le terme de signalement désigne uniquement **la saisine de l'autorité judiciaire**.

Dans quelles situations doit-on effectuer un signalement ?

- 1) D'une part, lorsque le danger est avéré, lorsque la famille refuse manifestement l'évaluation, ou que cette évaluation met en évidence une situation où la sécurité, la santé, l'éducation, la moralité de l'enfant sont compromises (Article 375 du Code Civil).
- 2) D'autre part, dans les situations d'urgence (voir la définition de l'urgence en page 3 du Protocole).
C'est par exemple :
 - Lorsque l'enfant présente d'évidentes blessures graves sur le corps.
 - Lorsqu'il révèle des violences sexuelles (viols, incestes)
 - En cas de refus extrême de l'enfant de retourner chez

et ceci avec un risque de récurrence immédiate et une incapacité du responsable légal à protéger le mineur.

Il s'agit donc de situations très particulières :

Exemple :

Lorsqu'un adolescent révèle avoir été victime d'un viol par un inconnu durant des vacances, sa situation est grave, ce jeune doit être aidé, accompagné, le crime doit être dénoncé, mais **il n'y a urgence puisqu'il n'y a pas de risque de récurrence**.

Quelles sont les procédures applicables en matière de signalement ?

(voir les pages 8 et 9 du Protocole – Chapitre2)

→ Les modalités de signalement à l'autorité judiciaire déclinées ici concernent des situations ou des faits qui ont été portés :

- **soit à la connaissance du chef d'établissement**
- **soit à la connaissance d'un personnel de l'équipe pédagogique.**

Rappel : c'est après une évaluation et concertation pluridisciplinaire, menées sous la conduite du chef d'établissement, et après une prise de contact éventuelle avec le Responsable de l'UTPAS du secteur, que le Chef d'établissement, prendra la décision de signaler la situation d'un élève à l'autorité judiciaire.

→ Le signalement s'effectue à l'aide du document intitulé « **Signalement en qualité de fonctionnaire en application de l'article 40 du code de procédure pénale** ».

Cet imprimé doit être complété par la personne qui a eu connaissance des faits, mais c'est le chef d'établissement qui l'adressera directement au Procureur de la République avec tous les éléments d'information, toutes les pièces qu'il jugera utiles à une prise de décision éclairée du Magistrat.

→ Ce signalement peut être éventuellement complété par une note confidentielle, sous pli séparé, rédigée par le médecin ou l'infirmière scolaire.

A noter : les personnels sociaux et de santé peuvent être, de leur côté, amenés à faire des signalements directs à la Justice, compte tenu de leurs spécificités professionnelles. Dans cette éventualité, ils veilleront à vous informer de leur démarche.

→ Le Chef d'établissement informera de son signalement :

- d'une part l'**Inspecteur d'Académie, DSDEN, par fax au 03 20 53 75 79 (cabinet)** dans les délais les plus brefs ;
- d'autre part, la Direction Territoriale du Secteur, le Pôle Enfance/Famille, à l'aide de l'imprimé intitulé « Lettre d'information à Monsieur le Président du Conseil Général ».